

## *Survol des négociations de l'OMC sur l'agriculture*

### **Il n'y a pas de temps à perdre**

Lors de la réunion du Conseil général, qui s'est tenue le 14 mai, les membres ont officiellement approuvé la recommandation de la Troïka de nommer M. Azevedo directeur général de l'OMC. La procédure s'est déroulée par consensus, ce qui a permis d'éviter la controverse et a donné au haut fonctionnaire brésilien la chance de commencer à travailler sur l'ensemble de Bali sans devoir soigner d'éventuelles déchirures qui auraient pu se produire si l'n'y avait pas eu de consensus au sujet de sa nomination.

Le Comité de sélection, que l'on se plaît à appeler la Troïka, était constitué du président du Conseil général, l'ambassadeur du Pakistan auprès de l'OMC, M. Shahid Bashir, du président de l'Organe de règlement des différends, l'ambassadeur du Canada Jonathan Fried et du président de l'Organe d'examen des politiques commerciales, l'ambassadeur de Suède Joakim Reiter.

M. Azevedo a déclaré à l'ensemble des membres que la CM9 était « au détour du chemin » et qu'ils n'avaient pas de « temps à perdre » pour commencer de s'attacher à régler les problèmes les plus urgents.

Parmi ceux-ci figurent la proposition du G-33 portant sur la modification de l'Accord sur l'agriculture afin d'assouplir les disciplines pour le soutien interne, notamment la détention de stocks publics et l'aide alimentaire, dont on débattera la semaine prochaine lors de la session extraordinaire du Comité de l'agriculture (SECA) présidée par M. Adank, et la proposition du G-20 à l'égard de la concurrence à l'exportation qui devrait être déposée officiellement lors de la réunion de la SECA.

Le G-20 devait apporter la dernière touche au projet le 16 mai, mais on ne s'attendait pas à des modifications spectaculaires. Des fonctionnaires ont déclaré que le texte était assez stable, et qu'il avait reçu l'aval de presque tous les membres du G-20, sauf du Mexique et du Venezuela, ce dernier attendant des instructions de Caracas avant de donner son approbation définitive.

Les fonctionnaires du G-20 ont déclaré que les points les plus importants, en l'occurrence la demande de réduire les engagements des dépenses budgétaires de 50 %, demeureront tels quels, tout comme la proposition de réduire les engagements portant sur les quantités des exportations à un niveau moyen fondé sur la période de 2003 à 2005.

Le seul aspect de la proposition qui peut encore faire l'objet de pourparlers concerne les dispositions visant les pays en développement, et plus particulièrement la date butoir avancée dans la proposition selon laquelle les pays en développement continueront de bénéficier de la disposition pendant cinq ans après la date butoir pour l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation.

L'UE et les États-Unis n'ont pas encore réagi à cette proposition (en partie parce que la proposition n'était pas définitive), mais des sources du G-20 déclarent qu'elle a été formulée de façon à fournir de la flexibilité afin de plaire aux membres « ciblés » et accroître les chances qu'elle soit incluse dans les résultats escomptés de Bali.

Même si la proposition est jugée acceptable pour l'UE, les Européens demanderont probablement quelque chose en contrepartie, et il pourrait s'agir d'un accord sur la facilitation des échanges (FE), malgré que l'Inde (et le G-33) ait implicitement établi un rapport entre la proposition portant sur la détention de stocks publics et la FE.

Les membres, et plus particulièrement les pays développés, ont critiqué la proposition du G-33 comme n'étant pas calibrée pour Bali. L'objectif consiste à essayer de trouver un moyen de modifier la proposition de façon à ce qu'elle concorde avec les règles sur les subventions de l'OMC ou, comme l'ont proposé les États-Unis, de s'y attaquer après Bali, proposition qui a été à la fin du compte refusée par l'Inde, qui a menacé de rejeter la FE si sa proposition sur la détention de stocks publics était repoussée.

### **Les progrès sont encore trop lents pour la FE**

Pendant ce temps, le président du groupe de négociation sur la FE, l'ambassadeur du Guatemala, M. Eduardo Ernesto Sperisen-Yurt, a déclaré avec insistance, le 15 mai, que les progrès réalisés pour parvenir à un accord sur la FE à Bali étaient entravés par la lenteur des négociations.

Lors de la réunion des chefs de délégation, l'ambassadeur Yurt a exhorté les membres « [TRADUCTION] à changer d'attitude et à faire preuve de plus de flexibilité afin de s'engager et de négocier et d'être disposés à proposer de véritables concessions » s'ils ont l'intention de faire avancer le texte.

« [TRADUCTION] Je demande aux Amis du président de continuer à vous mettre la pression, mais ils ne peuvent pas forcer le rythme sans votre collaboration. »

Le président a convoqué la réunion pour entendre les pensées et les suggestions des membres avant la réunion du groupe qui se tiendra pendant la semaine du 20 mai et qui a pour objet de diffuser la nouvelle révision du projet de texte codifié d'un accord.

La majorité des membres qui ont pris la parole ont fait part de leurs préoccupations à l'égard de l'état des négociations. Certains participants ont déclaré qu'il y a eu quelques progrès, mais pas assez, et bon nombre l'ont reproché au manque de véritables négociations et au fait que certains pays tiennent la FE en otage pour exercer une influence sur d'autres négociations.

D'aucuns ont appelé à une approche plus réaliste qui permettrait d'accélérer le rythme et amènerait les ambassadeurs à s'engager davantage dans les négociations. Certaines voix s'élèvent pour déclarer qu'il est temps d'appliquer la flexibilité qui a été promise par certains membres, mais qui brille par son absence.

Comme il ne reste que quelques semaines avant le congé d'été, les directeurs généraux sortant et nommé devront faire appel à chaque miette de leurs compétences en négociations et talent diplomatique pour amener les membres, et notamment le G-33, l'Inde et les États-Unis/UE, à être d'un même avis afin d'accroître les chances de réussite de la CM9.

## Prochains événements

- XVII<sup>e</sup> série du PTP, 15-24 mai 2013, Lima
- Forum annuel de l'OCDE, 27-31 mai 2013, Paris
- Réunion informelle du Comité des négociations commerciales, 31 mai 2013
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 13-14 juin, 4 septembre
- Conseil général, 24-25 juillet, 8-9 octobre, 5-6 novembre 2013
- Délai pour les résultats escomptés de Bali, août 2013
- Forum public de l'OMC, 1<sup>er</sup>-3 octobre 2013
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1<sup>er</sup>-8 octobre 2013
- 9<sup>e</sup> Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

*Genève en bref* est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.].

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

[www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.cbhema.com](http://www.cbhema.com).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

